



Synthèse du webinaire #2 Afigéo sur les Usages de la donnée Adresse

Mardi 3 février 2021

Table des matières

Introduction	1
Par Christine ARCHIAS, vice-présidente de l'Afigéo	
Quelques usages des adresses	2
Renaud DUBOIS, Responsable du pôle cartographie 2D/3D et outils de modélisation, IDEX	2
Pierre NGUYEN TRONG, Responsable cartographie national et Philippe BOISARD, Consultant Pôle GéoSpatial (Domaine SI Réseau), GRDF	3
Erwan BIBENS, Data sourcing analyst, HERE Technologies	5
Michel AUBERT, Chef de Service Géomatique et Territoire, Commune de Hyères	6

Introduction

Par Christine ARCHIAS, vice-présidente de l'Afigéo

L'Afigéo - association française pour l'information géographique - est la « partenaire privilégiée de l'action publique dans le domaine de l'information géographique ». Dans le cadre de ses travaux, l'Afigéo a relancé des actions concernant l'Adresse afin de fédérer au maximum les usagers de cette donnée au travers de témoignages, retours d'expériences... Cette démarche s'inscrit en cohérence avec celles de l'ANCT et de la startup d'État « Bases adresses locales » qui apportent un appui direct aux communes.

Retrouvez toutes les actualités de l'adresse sur le site de l'Afigéo, notamment les ressources du premier webinaire : <https://www.afigeo.asso.fr/groupe-de-travail/adresse/>

Quelques usages des adresses par IDEX

Renaud DUBOIS, Responsable du pôle cartographie 2D/3D et outils de modélisation, IDEX

IDEX est une entreprise regroupant environ 5000 collaborateurs, spécialisée dans le réseau du chauffage urbain. IDEX travaille également sur les chaufferies individuelles (B to B) et des chaufferies de grosses propriétés. Le pôle cartographie d'IDEX a été créé il y a 2 ans et émet un vif intérêt dans le chantier Adresse afin d'améliorer ses systèmes d'information.

La présentation d'IDEX soulèvent 3 principales problématiques concernant l'Adresse :

- Comment procède-t-on aujourd'hui sans la base Adresse ?
- L'insuffisance des géocodeurs,
- Le besoin d'une base Adresse fiable correspondant aux besoins d'une grande entreprise pour l'avant-vente

Aujourd'hui, IDEX utilise un CRM qui irrigue l'ensemble des autres applications du groupe (suivi compteur, facturation...), notamment pour l'Adresse. Le géocodage s'y effectue manuellement avec le géocodeur de google, ce qui peut être long et fastidieux.

La cartographie est présente dans tous les outils d'IDEX, il est donc important que les positionnements soient bons. Si le positionnement n'est pas très précis, mais proche, le technicien peut s'y retrouver. Le besoin de précision s'est réellement posé en 2019, lorsque le Ministère de la Transition Écologique a demandé aux gestionnaires de réseaux de faire remonter l'ensemble des sous-stations, l'enjeu étant de fournir les bons codes IRIS et coordonnées (en x,y) pour chacune des sous-stations. Or, il était impossible pour IDEX d'envoyer ce qui correspondait au CRM car il y avait des erreurs d'inversion de sous-stations, des problèmes liés aux doublons d'adresse... De même, des problèmes de positionnement sont apparus dans les zones urbaines denses, dans les ZAC, dans les copropriétés... liés à des adresses approximatives, aux adresses postales et au lieu de l'adresse du lieu. Le géocodage était donc impossible.

La solution a été de matcher les plans et les fichiers en calculant le centroïde des sous-stations (via ArcGis en DWG) pour répondre à la demande du MTE.

Les problématiques de l'Adresse sont également primordiales dans la prospection de nouveaux clients pour répondre aux appels d'offres (dans la majorité des cas, des délégations de services publics pour 25 ans) : il est notamment nécessaire d'estimer combien de personnes doivent être raccordées. Plusieurs procédés ont été utilisés (mais qui restent insuffisants/inadaptés) :

- Comptage « manuel » des boîtes aux lettres,
- Tentative infructueuse avec la base immeuble de Pitney Bowes,
- Comptage du nombre de boîtes aux lettres via StreetView.

Il est donc nécessaire d'aller plus loin que la simple adresse postale. Il est répondu par Jérôme Desboeufs (Etalab) que ce n'est pas le but de la BAN. En revanche, la BAN peut être référentiel support.

Echanges :

- Concernant le géocodeur, avez-vous testé celui de l'IGN ? Quel choix du géocodeur dans le CRM d'IDEX ?

Le géocodeur d'Etalab a été testé par IDEX mais pas celui de l'IGN. Concernant le choix du géocodeur dans le CRM, celui de google a été choisi par défaut.

Plusieurs remarques peuvent être remontées suites aux différents échanges :

- La base RIL de l'INSEE dispose du nombre de foyer par adresse (le secret statistique est souvent évoqué sur le RIL),
- Il existe des insuffisances dans la BD TOPO de l'IGN (qualité des données, altitude, estimation du volume...),
- Le fichier FANTOIR (voies et lieux dits) a été mis à la libre disposition des usagers et des collectivités locales,
- Les fichiers MAJIC (fichier fonciers) sont insérables,
- La définition du bâtiment n'est pas claire entre les administrations.

Les enjeux de l'adresse chez un distributeur d'énergie par GRDF

Pierre NGUYEN TRONG, Responsable cartographie national et Philippe BOISARD, Consultant Pôle GéoSpatial (Domaine SI Réseau), GRDF

GRDF gère 200 000 km de réseaux, 11 millions clients, 7 millions de points de livraison...

GRDF a souhaité se doter d'un référentiel Adresse Unique et d'un service de normalisation adossé à celui-ci afin de garantir de façon transverse des adresses normalisées, complètes et à jour.

Ce référentiel découle de plusieurs enjeux pour GRDF :

1. Les fusions de communes : pour GRDF, les contrats de concession se font au périmètre de la commune à la date de la signature du contrat, il est donc nécessaire de maintenir les contours et les codes INSEE historiques dans les systèmes,
2. Le référentiel Communes GRDF : le découpage territorial INSEE est utilisé dans de nombreux processus métiers GRDF. Pour pouvoir intégrer les fusions de communes sans impacter la production des rapports annuels, la notion de « Commune GRDF » basée sur le découpage territorial INSEE en 2015 a été créé.

L'application est utilisée par une vingtaine de clients (objectif 29 en 2021) et reçoit environ 5 millions d'appels par mois.

A propos de la BAN Etalab, GRDF dresse un bilan général complet :

Il y a plusieurs points d'attention :

- Difficultés rencontrées suite aux évolutions du modèle de données et de l'identifiant Etalab,
- Respect de la normalisation des types de voies par les BAL,

- Respect de la norme AFNOR (38 caractères),
- Correspondance des sources CSV & JSON,
- Coquilles : Doublons ID (plusieurs libellés de voies), Caractères spéciaux (").

La BAN soulève différents enjeux pour GRDF :

- Disposer de l'interopérabilité des identifiants (ID BAN Etalab & ID IGN),
- Garantir le cycle de vie de la clef d'interopérabilité face aux évolutions (numéro, voie, commune...),
- Choisir l'adresse en fonction du fournisseur,
- Choisir la position géographique de l'adresse en fonction du fournisseur.
- Positionner une voie à partir de son centroïde plutôt qu'au premier numéro.

Et différentes attentes (en attendant la mise à disposition du JSON Expert) :

- ID BAN associé à la Clef d'interopérabilité,
- Suivi des évolutions (Changelog),
- Mise à disposition d'un référentiel de qualité offrant plusieurs positions pour une même adresse (point de service),
- Communication des évolutions techniques apportées par Etalab,
- Une qualité des adresses et des positions Adresse respectant la norme.

Echanges :

Le JSON Expert est mis à disposition à la demande mais n'est pas encore stabilisé donc pas encore diffusé en Open Data, ce fichier étant en fait la sauvegarde (dump) de la plateforme. Il permet de connaître pour chaque voie et chaque adresse d'où viennent la position et le libellé.

Le but d'Etalab est d'être exhaustif en ne gardant qu'une seule position, mais Etalab reste intéressé par des référentiels complémentaires comme les locaux techniques. Ce n'est pas forcément aux communes de gérer ce point.

A noter que les communes ne souhaitent plus que des tiers créent des numéros à leur place. La recommandation actuelle est de créer au moins une position de référence (idéalement de type entrée) et d'ajouter autant de positions que nécessaires lorsque cela est pertinent.

De nombreux doublons ont été corrigés ces deux derniers mois.

La prise en compte de l'adresse par HERE Technologies

Erwan BIBENS, Data sourcing analyst, HERE Technologies

HERE Technologies a cartographié plus de 200 pays sur 40 ans, et a développé depuis 2016 une plateforme de données géolocalisées, qui permet notamment :

- la récupération de données par différents modes,
- la possibilité de créer des cartes,
- l'utilisation des données et l'enrichissement d'applications,
- profiter d'un marketplace.

Au départ, cette plateforme était plutôt orientée vers les véhicules individuels, mais aujourd'hui, elle s'étend à de nombreux secteurs, qui alimentent le marché du véhicule autonome, la sécurité de la gestion de flotte...

L'adresse reste un point central pour l'utilisateur, les secours...

HERE travaille avec Mapillary, ce qui permet l'obtention d'images immersives depuis la chaussée, les capteurs étant intégrés dans les véhicules. HERE récupère également d'autres données venant d'autres types d'applications (sens de circulation, vitesse, identifications des rues manquantes...). HERE utilise également les informations publiées sur internet : par exemple, un article sur une inauguration d'une nouvelle avenue dans une commune enclenche directement des actions chez HERE.

La BAN est devenue pour HERE le seul point d'entrée pour récupérer les données Adresse, le volume traité est très important (6 millions de points adresses ajoutés, supprimés et/ou modifiés sur les systèmes HERE lors de la première mise à jour). Plusieurs problèmes ont été rencontrés :

- Il est nécessaire d'avoir une correspondance entre le filaire de la voie de Here et le point de la BAN, sinon il faut effectuer un traitement manuel... Lorsque ce problème sera géré, HERE pourra ajouter environ 1,5 millions d'adresses supplémentaires.
- Cela est donc lourd à mettre en place, même si à l'avenir il n'y aura que le différentiel à traiter.

Echanges :

Une intervention de l'Office Fédéral de Topographie suisse – Swisstopo pourrait avoir lieu afin d'avoir un retour d'expérience sur les usages de l'Adresse dans un autre pays européen.

Les participants du webinar partagent le besoin d'un référentiel / base voirie nationale, qui existe déjà en Suisse (lié adresse-voies).

A la Bonne Adresse : du RIL au référentiel BAL vers la BAN, tous les usages de l'Adressage dans une collectivité locale

Michel AUBERT, Chef de Service Géomatique et Territoire, Commune de Hyères

Le premier référentiel mis en place à la commune de Hyères fut le RIL en 2004, c'était alors une évidence de créer le référentiel adresse à partir du RIL.

Les missions RIL, gestion des voies et adresses, SIG, suivi des permis de construire... qui étaient dispatchées dans différents services, ont pu être regroupées dans un seul depuis.

Un agent suit plus particulièrement les questions de cadastre, d'adressage, de permis de construire, ce qui permet la génération de :

- Certificats de numérotations,
- Publipostage,
- Consultation interne.

Aujourd'hui le modèle fait des exports automatisés vers Rorcal, plus récemment vers la BAN, et différents outils d'édition (beaucoup d'applicatifs en mairie mais pas de module adresse prévu). Les agents de la commune d'Hyères vérifient donc les adresses dans l'outil interne.

La solution ArcGis Server permet la consultation et la mise à jour en direct, l'ajout de champs propriétaires... pour permettre la gestion totale de l'adresse selon les besoins de la commune. L'outil permet la gestion de plusieurs parcelles pour une adresse et inversement.

Via l'intranet de la commune de Hyères, tous les services de la commune ont accès à l'adresse. Les agents peuvent contacter le service SIG si une adresse n'apparaît pas pour vérifier l'information, l'ajuster... Les utilisateurs peuvent également consulter les délibérations pour être sûr de l'orthographe des noms de voies.

L'ensemble des données Adresse de la commune ont été envoyées dans la BAN. Les compléments d'adresse peuvent être ajoutés également, néanmoins, le modèle oblige à intégrer dans le champ « suffixe » ce qui est dommage.

Échanges :

Il existe encore une certaine ambiguïté dans ce qu'il peut être ajouté dans les « lieux dits », des choses très différentes apparaissent. Le nom des immeubles, d'une villa, d'un lieu-dit... reste très important pour une commune (notamment pour les services de secours).

Outil pour présenter les adresses selon les normes AFNOR :
<https://github.com/etalab/normadresse>

Il est nécessaire que les éditeurs de GPS viennent chercher les informations, ce n'est pas le rôle des communes de devoir leur envoyer.

Concernant l'usage de la BAN par l'IGN et la Poste, des discussions sont en cours et Etalab va beaucoup travailler en concertation avec ces organismes dans les prochains mois.

Perspectives pour les prochaines webinaires et actualités

Un Webinaire #3 aura lieu le 8 mars avec les acteurs de la sécurité civile.

Un Webinaire #4 devrait se tenir mi-avril avec des grands acteurs nationaux.

Un [webinaire de sensibilisation](#) sur l'Adressage des communes en Région Occitanie organisé par OPenIG dans le cadre du CRIG Occitanie aura lieu le 11/02.

Le #MoocAdresse, « la gestion des adresses par les communes », saison 2 (CRIGE Normandie et GEOPAL / FunMooc / CNFPT) sera ouvert à partir de la mi-mars 2021.

Retrouvez toutes les informations concernant l'adresse sur le site de l'Afigéo :
www.afigeo.asso.fr/actualites/?thematique=adresse